

## Notice de gestion des politiques de développement 14, décembre 2002

# Renforcement des capacités de recherche pilotée par l'aval : problématiques et priorités

*K.N. Nair and Vineetha Menon*

*Dans un contexte marqué par l'échec des efforts de développement du passé et par le fossé qui sépare le Nord et le Sud en matière de connaissances, ce document se penche sur la notion de recherche pilotée par l'aval. Les pays du Sud ont besoin de l'aide des pays du Nord pour renforcer leurs capacités, mais ils se trouvent confrontés à une tâche particulièrement ardue lorsqu'ils envisagent de se doter des capacités nécessaires pour détecter et corriger ce que Amartya Sen appelle les « injustices flagrantes » (par exemple, la pauvreté, les inégalités de genre et autres formes de dénuement<sup>1</sup>). La recherche pilotée par l'aval peut générer le savoir qui va permettre aux individus d'avoir prise sur leur vie et d'acquérir les compétences nécessaires pour faire des choix en toute connaissance de cause et en toute indépendance, sans « interférence intellectuelle » du Nord. La collaboration Nord-Sud est cependant indispensable pour créer les conditions de base nécessaires au renforcement de ces capacités. Les gouvernements et les responsables des politiques des pays du Nord et du Sud, de même que les institutions d'enseignement supérieur et de recherche, ont un rôle important à jouer au niveau du processus de génération des connaissances, du renforcement des capacités et de la création d'un contexte favorable à la recherche pilotée par l'aval en matière de développement durable dans les pays du Sud.*

### Introduction

Lors du séminaire « Demanding Innovation » organisé à Maastricht, aux Pays-Bas, en octobre 2001<sup>2</sup>, les participants ont conclu que la recherche traditionnelle n'était pas l'instrument adéquat pour stimuler le développement durable dans le Sud en raison à la fois de la prédominance des modèles du Nord et de son absence de prise en considération des problèmes et des besoins du Sud en matière de développement. La question de l'utilisation des connaissances comme instrument de pouvoir se pose donc. A l'heure actuelle, il existe dans ce domaine un indéniable déséquilibre au profit du Nord.

Le présent document étudie le potentiel de la recherche pilotée par l'aval en tant que moyen de renverser la tendance et de corriger le déséquilibre dont souffre la recherche Nord-Sud ; il examine également certaines formes novatrices de partenariat en matière de recherche. Ce document recommande un certain nombre de mesures que pourraient prendre les gouvernements et les responsables politiques, mais aussi les chercheurs et les instituts de recherche, pour soutenir le processus de renforcement des capacités et des compétences en matière de recherche sur le développement durable pilotée par l'aval.

### Expériences et expérimentations en matière de développement

Au fil des ans, de nombreux pays du Sud ont connu une certaine croissance économique, mais les disparités entre le Nord et le Sud

n'ont fait que croître, et le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté ne cesse d'augmenter. On admet de nos jours que la plupart des politiques de développement de ces cinquante dernières années étaient culturellement inadaptées, d'un niveau de qualité inacceptable et d'une nature peu durable ou peu viable. Dans leurs efforts pour éliminer la pauvreté, les organisations internationales stimulent actuellement la création d'emplois, l'émancipation des pauvres, l'abolition des discriminations fondées sur le sexe, l'origine ethnique ou le statut social, et le renforcement de la sécurité pour les pauvres. Ces stratégies reposent toutes sur l'idée que le développement participatif au microniveau peut corriger certains des effets des actions entreprises par le passé et contribuer à réduire la pauvreté. Cependant si l'on veut que le développement participatif au microniveau soit réel et durable, il est essentiel de penser non seulement à l'échelon local, mais aussi à l'échelon mondial.

Même lorsque les communautés et les régions progressent du point de vue économique, les individus n'en profitent pas forcément si l'action publique n'est pas guidée par une philosophie allant dans le sens de la justice pour tous et de l'égalité d'accès aux retombées de la croissance économique. Selon Amartya Sen, la qualité de vie devrait être évaluée en termes d'aptitude individuelle à parvenir à quelque chose - d'un point de vue plus « technique » : à parvenir à un certain niveau de « fonctionnement ». Les gens devraient être égaux au moins au niveau des aptitudes de base. L'existence d'un débat franc et ouvert sur les différentes questions et les solutions possibles, ainsi que la transparence du processus de prise de décision sont d'une importance capitale

pour identifier les « injustices flagrantes » et lutter contre elles (par exemple, la pauvreté, les inégalités de genre et autres formes de dénuement). Cette identification et cette prise de décision publiques dépendent des aptitudes individuelles de base. Un tel débat est absolument impossible en l'absence de démocratie, de droits civiques élémentaires et de liberté politique. La participation aux décisions politiques et aux choix de société ne doit par conséquent pas être considérée comme un instrument, mais comme un objectif du développement.

## Mondialisation et décentralisation

La mondialisation a créé des liens sans précédent entre cultures, lieux et individus. La révolution des technologies de l'information et de la communication a accéléré ce processus et offre un extraordinaire potentiel pour le développement. Les réseaux internationaux permettent à ceux qui n'ont pas la possibilité de se faire entendre au niveau national, par exemple les populations indigènes, d'exprimer leurs besoins et d'être entendus par les agences concernées. À l'autre bout de la chaîne, on peut voir dans la décentralisation un moyen de mettre en œuvre un développement centré sur les personnes parce qu'elle encourage la participation locale au niveau des processus de définition et de la mise en œuvre des politiques. Les connaissances locales et mondiales peuvent se compléter et se renforcer mutuellement. Pour pouvoir utiliser les connaissances disponibles au niveau mondial, les pays du Sud doivent être capables de donner à ces connaissances une forme qui soit à la fois socialement pertinente et culturellement acceptable, et de les adapter aux conditions locales. L'absence d'expertise locale risque cependant d'entraver sérieusement leur aptitude à développer des cadres réglementaires pour gérer les impacts de la mondialisation, à suivre la diffusion des nouvelles technologies, et à protéger les droits des personnes. Il faut par conséquent renforcer au niveau local les capacités en matière de science et de technologie.

La décentralisation a également mis en lumière la nécessité de renforcer l'aptitude de la recherche à traiter les problèmes locaux. La création de réseaux et l'échange d'informations peuvent permettre de trouver des solutions, mais celles-ci n'ont pas forcément valeur universelle et elles ne peuvent être réutilisées ailleurs que dans une mesure limitée. Il faut donc créer au plan local des capacités décentralisées de recherche axée sur le développement sur le terrain, au niveau des personnes, et sur le renforcement des institutions, et qui encouragent la population locale à participer à la production de connaissances. La plupart des pays du Sud étant mal équipés pour cet enjeu, les institutions des pays du Nord et des pays du Sud devront unir leurs efforts pour renforcer la capacité des pays du Sud non seulement à analyser et à adapter les connaissances aux conditions locales, mais aussi à générer de nouvelles connaissances pouvant être utilisées ailleurs. Les partenariats de recherche Nord-Sud peuvent jouer un rôle essentiel à cet égard.

## Partenariats Nord-Sud : corriger le déséquilibre

De nombreux partenariats Nord-Sud sont dominés par les partenaires du Nord. Ce sont souvent eux qui déterminent les priorités de recherche, et ces partenariats ont tendance à utiliser des méthodes de travail et d'analyse reposant sur les expériences des pays du Nord plutôt que de prendre en compte les conditions régnant dans les pays du Sud. L'accent est ainsi trop fortement mis sur l'intérêt scientifique et pas assez sur l'intérêt en matière de développement. Il est

d'ailleurs apparu jusqu'ici que ces partenariats ont fort peu d'effet sur le renforcement des capacités dans les pays du Sud.

Au début des années 90, prenant conscience du déséquilibre qui caractérise ces partenariats et de ses conséquences sur la science et la technologie dans les pays du Sud, la Direction générale de la coopération internationale néerlandaise (DGIS) a créé les « programmes pluriannuels de recherche multidisciplinaire » (MMRP)<sup>3</sup>. À l'heure actuelle, les MMRP sont au nombre de neuf : quatre en Afrique, trois en Asie et deux en Amérique latine. Contrairement à de nombreuses autres formes de collaboration Nord-Sud en matière de recherche, les MMRP ont été mis en place pour effectuer des recherches multidisciplinaires, spécifiques aux conditions locales et fondées sur les besoins. La DGIS offre une aide durable, mais les partenaires des pays du Sud restent libres de leurs choix en matière de gestion des programmes, de définition des priorités et de mise en œuvre des recherches. Chaque MMRP traite les problèmes en partant du point de vue des nombreuses parties prenantes, dont les intérêts peuvent parfois être contradictoires. Toutes les recherches menées présentent un intérêt social et sont concentrées sur la contribution qu'elles peuvent apporter à la réalisation de trois objectifs - lutte contre la pauvreté, protection de l'environnement et meilleures relations entre les hommes et les femmes - dans le cadre général du développement durable. Ces objectifs correspondent à des droits d'une importance non négligeable, quelles que soient les cultures, et dont l'absence peut conduire à des « injustices flagrantes ». Les MMRP, de par leur structure même, répondent à une demande ; le donateur se limite principalement à un rôle de facilitateur.

Certains programmes ont choisi de traiter des questions similaires, et si les résultats pouvaient être mis en commun et analysés, ils pourraient fournir des informations éventuellement utilisables ailleurs. Malheureusement, la création de réseaux entre les différents MMRP est restée très limitée. Ils ne sont pas tous parvenus avec le même succès à mener des recherches multidisciplinaires, ou à créer des liens entre les parties prenantes, les décideurs et les chercheurs. Bien qu'ils soient libres dans leur choix des moyens de génération de connaissances, tous les programmes n'ont pas développé des méthodes interactives novatrices. Malgré leur création récente, les MMRP ont néanmoins pu contribuer à la mise en place d'une culture de recherche pilotée par l'aval, en prouvant que les chercheurs des pays du Sud peuvent développer et renforcer leurs propres capacités sans avoir besoin de l'apport intellectuel du Nord.

## Génération de connaissances par la recherche pilotée par l'aval

Le terme de « recherche pilotée par l'aval » fait référence à des activités dans lesquelles les populations ont la possibilité de générer leur propre développement, et qui ont pour objectif de renforcer les structures de recherche permettant au potentiel des pays du Sud de s'exprimer. La transition vers des économies de marché et des formes de gouvernance plus libérales s'est accompagnée d'un passage des politiques initiées par les donateurs à une appropriation locale des politiques de développement, avec une responsabilité et une transparence accrues. Si l'on veut générer les connaissances nécessaires pour inspirer des politiques de ce type, il faut investir davantage dans le renforcement des capacités et des compétences. La science et la technologie n'auront des impacts durables que si la recherche est à la fois socialement pertinente et localement acceptable. On peut se demander si les poli-

tiques actuelles en matière de science et de technologie peuvent intégrer des fonctions sociétales d'une telle ampleur.

Michael Gibbons<sup>4</sup> a avancé qu'il existait deux modes de génération de connaissances. Dans le mode traditionnel, on part du principe que les connaissances fondamentales se répercutent du haut vers le bas pour atteindre les couches les plus modestes et servir à l'innovation technologique et sociale. La validité de tels modèles linéaires de diffusion des connaissances et de « progrès par la science » reste à prouver, en particulier dans les pays du Sud où les technologies ont creusé encore plus le fossé entre riches et pauvres, et ont, dans de nombreux cas, accéléré la dégradation des ressources et mis en péril le développement durable. Certains chercheurs du Sud sont passés à une action militante, tandis que d'autres pensent que seules des méthodes développées par des spécialistes issus du Sud peuvent permettre de faire face aux problèmes de développement et que les autres solutions peuvent tout au plus contribuer à traiter les symptômes, mais non les causes de la pauvreté. D'autres modes de génération de connaissances sont donc nécessaires pour répondre aux besoins de développement, des modes dans lesquels les besoins déterminent l'offre et où la responsabilité sociale est plus importante que la reconnaissance de la communauté scientifique.

Dans ce second mode de génération de connaissances :

- la recherche fondamentale et la recherche appliquée répondent aux besoins sociaux et identifient des solutions dans le cadre de l'application des connaissances ;
- la recherche est transdisciplinaire, intégrant connaissances et compétences de différentes disciplines et autres sources ; les producteurs de connaissances collaborent avec les utilisateurs potentiels ;
- l'évaluation de la qualité est fondée non seulement sur l'évaluation scientifique par des pairs, mais aussi sur des critères sociétaux.

L'idée centrale est ici l'importance à la fois des interactions entre les producteurs et les utilisateurs de connaissances, et des moyens par lesquels ces connaissances sont assimilées, diffusées et appliquées. La recherche a plus de chances d'être pertinente et utile si les utilisateurs sont impliqués dans l'évaluation des besoins, la définition des priorités et la mise en œuvre. Un certain nombre de questions se posent néanmoins. Les chercheurs peuvent-ils répondre aux exigences de responsabilité sociale ? Si un certain nombre de parties prenantes sont impliquées dans le processus de recherche, qui doit alors prendre les décisions ? Comment prendre en compte les contributions des non-professionnels ? Dans certaines parties du monde, des courants scientifiques alternatifs tentent de trouver une réponse à ces questions en reconnaissant la valeur de la science dans le cadre de l'émancipation des individus. Ils ont montré que les gens de la rue peuvent parfaitement comprendre les sciences et les utiliser pourvu que ces connaissances soient diffusées dans un langage qu'ils comprennent. Il est par conséquent nécessaire de mettre en place de nouveaux canaux de communication pour franchir le fossé entre la science officielle et les connaissances traditionnelles, mais aussi d'établir un dialogue permettant de déterminer de quelle manière les connaissances locales peuvent être codifiées et quelles précautions s'imposent pour protéger les droits de la propriété intellectuelle qui y sont attachés.

Dans le cadre d'un système de recherche, ces deux modes de génération des connaissances sont en fait complémentaires, cha-

acun pouvant apprendre de l'autre. Le second ne jouit cependant pas encore de la reconnaissance qui lui est due, alors qu'il pourrait bel et bien jouer un rôle considérable dans la recherche pilotée par l'aval. Il convient de s'efforcer de promouvoir cette seconde approche et de faire en sorte qu'elle soit intégrée à la science.

## Recherche pilotée par l'aval et renforcement des capacités

Selon un des principes sous-tendant la recherche pilotée par l'aval, si les parties prenantes sont impliquées dans la définition des priorités de recherche, elles se feront automatiquement l'écho des besoins en connaissances. Cela n'est pas forcément le cas, puisque les besoins des déshérités et des marginalisés ne parviennent pas à « s'exprimer », lorsque seules les personnes occupant des postes à responsabilité sont capables de formuler de telles demandes. Des groupes sectaires peuvent influencer l'opinion publique, les besoins peuvent évoluer avec le temps et de nouveaux groupes d'intérêts peuvent apparaître. C'est pourquoi il faut des chercheurs capables à la fois de comprendre et d'interpréter constamment avec finesse les demandes - si ces demandes tentent d'atténuer ou au contraire d'accentuer les injustices - et de conserver leur objectivité tout en intervenant en qualité de facteurs de changement dans le processus de développement.

Diverses institutions sociales (gouvernements, partis politiques, ONG, appareil judiciaire, médias) contribuent au développement. La recherche - si elle est pilotée par l'aval - peut non seulement aider ces institutions, mais aussi contribuer à lancer le débat public sur ce qui constitue une injustice. La participation des parties prenantes sur un pied d'égalité facilite la définition des priorités du développement basé sur les besoins, mais permet aussi que les connaissances générées soient à la fois pertinentes et facilement accessibles. Ce n'est pas seulement un autre moyen de stimuler le développement, mais c'est du développement en soi, puisque connaissances et émancipation vont de pair. Un processus de ce type requiert une nouvelle culture en matière de recherche.

Le « renforcement des capacités » en vue de cette nouvelle culture de recherche et de connaissances du développement est en fait le processus de mise en place des conditions et des infrastructures nécessaires au « renforcement des compétences ». Les efforts de renforcement des capacités de recherche pilotée par l'aval devraient par conséquent se concentrer sur la conduite et la gestion des recherches, et sur le développement d'une aptitude à évaluer les recherches en cours et à en traduire les résultats pour une utilisation locale. L'établissement de réseaux est d'une importance capitale dans ce domaine, que ce soit entre institutions au niveau local, national et international, entre disciplines, et entre militants, universitaires et responsables politiques. Ces réseaux peuvent se concentrer sur :

- le renforcement des infrastructures ou de l'expertise technique ; la mise à jour des connaissances existantes et la promotion d'un débat sur le processus de génération des connaissances ;
- les liens avec le processus de définition des politiques pour faire en sorte que les priorités de recherche soient mises en œuvre ;
- le développement de liens transdisciplinaires afin de permettre les échanges mutuels d'idées et de connaissances.

Dans le cadre de la recherche pilotée par l'aval, la notion de compétences signifie aussi l'aptitude à définir des priorités nationales

et à organiser des recherches stratégiques et appliquées qui soient pertinentes par rapport aux politiques. Cependant, les politiques de développement conçues dans les pays du Sud vont rarement dans ce sens et les capacités disponibles sont souvent sous-utilisées. Cela est peut-être dû à la faiblesse de l'investissement, à la « fuite » des chercheurs chevronnés délaissant le secteur public pour rejoindre le secteur privé ou l'étranger, aux conflits entre chercheurs et gouvernements répressifs, à la domination exercée par des experts étrangers sur la politique nationale, etc. Si les pays en développement veulent combler le fossé des connaissances et protéger leurs intérêts dans le contexte planétaire créé peu à peu par la mondialisation, ils doivent accroître leurs propres investissements publics dans la recherche. Le Nord ne peut jouer un rôle qu'à condition de renverser la tendance actuellement à la baisse en matière d'aide financière, et les partenariats Nord-Sud de recherche peuvent seulement servir à développer les capacités de recherche pilotée par l'aval afin de permettre aux pays du Sud de formuler leurs propres politiques et stratégies de développement.

## Conclusions et recommandations

À la lumière de l'échec des efforts de développement de ces dernières décennies et du net déséquilibre au niveau du processus de production des connaissances, la notion de recherche pilotée par l'aval recouvre de nombreuses dimensions. Étant donné le fossé qui sépare le Nord du Sud dans le domaine des connaissances et les difficiles conditions matérielles auxquelles les pays du Sud doivent faire face, l'aide du Nord est indispensable pour créer et renforcer les capacités nécessaires. Même avec une telle aide, les pays du Sud restent néanmoins confrontés à une tâche particulièrement ardue.

La recherche pilotée par l'aval pourrait contribuer à générer les connaissances permettant aux individus de s'émanciper et d'acquérir les capacités nécessaires pour faire leurs propres choix en toute connaissance de cause. Cette avancée n'est possible que si des efforts concertés sont entrepris afin que la recherche pilotée par l'aval fasse désormais partie intégrante des politiques. De manière plus spécifique :

- Les gouvernements du Sud pourraient promouvoir la recherche pilotée par l'aval afin de créer les conditions nécessaires au développement des capacités, en augmentant la part de leur PIB consacrée aux sciences et aux technologies liées aux préoccupations sociales en général et à la recherche pilotée par l'aval en particulier.

- Les gouvernements du Nord et les institutions internationales pourraient manifester leur engagement à soutenir la recherche pilotée par l'aval en augmentant leur aide financière de manière durable. Un appui apporté aux programmes novateurs tels que les MMRP pourrait contribuer à renforcer les capacités de recherche pilotée par l'aval dans les pays du Sud et à créer un climat favorable à l'intégration de ce type de recherche dans le Nord.
- Les programmes tels que les MMRP devraient créer un réseau dans lequel les chercheurs de même sensibilité pourraient consolider leurs expériences, diffuser leurs travaux et créer un mouvement d'idées permettant de mobiliser non seulement l'opinion publique, mais aussi un soutien politique en faveur de la recherche pilotée par l'aval au niveau des institutions d'enseignement supérieur et de recherche.
- Les institutions d'enseignement supérieur et de recherche devraient encourager la recherche pilotée par l'aval en reconnaissant plus largement la valeur des travaux effectués suivant cette méthodologie, en fournissant une aide au niveau des infrastructures, en organisant des programmes de formation qui permettent de créer une communauté de praticiens de la recherche pilotée par l'aval ainsi que des bases de données qui rassemblent les résultats de toutes ces études.

Pour finir, la mise en œuvre de ces recommandations dépendra du degré d'engagement et de la détermination, dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud, à intégrer la recherche pilotée par l'aval. Même si les processus de mise en œuvre peuvent varier selon la situation de chaque pays, l'objectif est d'intégrer le pilotage par l'aval dans les actions entreprises pour utiliser la science et la technologie au profit du développement durable.

## Notes

1. Le séminaire « Demanding Innovation: Articulating Policies for Demand-led Research and Research Capacity Building » était organisé en commun par la DGIS, l'ECDPM et la Commission européenne. Les conclusions de ce séminaire sont disponibles sur le site suivant : [www.demanding-innovation.org](http://www.demanding-innovation.org)
2. Bautista *et coll.* (2001) *Comparative Study of the Impacts of Donor-initiated Programmes on Research Capacity in the South* (DGIS, ministère des Affaires étrangères, La Haye).
3. Gibbons, M. *et coll.* (1994) *The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies* (Sage, Londres).

Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) est une fondation indépendante dont les activités visent à améliorer la coopération internationale entre l'Europe et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). A cette fin, le Centre favorise le renforcement des capacités requises pour la gestion des politiques de développement, encourage le dialogue entre les pays ACP et l'Europe, assure la dissémination d'information et facilite l'échange de connaissances relatives à ces questions.

Les Notices de gestion des politiques de développement s'adressent aux décideurs d'organisations publiques et privées confrontés à certains aspects de la coopération internationale au développement. Puisant dans les travaux de l'ECDPM, de ses partenaires et de ses associés, notre objectif est de proposer des études brèves et agréables à lire sur des questions actuelles liées à la gestion des politiques de développement.

### Remerciements

Programme de recherche du Kerala sur le développement local, Centre for Development Studies, Trivandrum, Kerala, Inde.  
Les auteurs tiennent à remercier George Waardenburg, Johanna Spreeuwenberg, Piet de Lange, Paul Engel, P.R. Gopinathan Nair et G.N. Rao pour leurs commentaires et leurs remarques après lecture d'une première version provisoire de ce document. Les opinions exprimées dans ce document n'engagent cependant que les auteurs.

Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), Onze Lieve Vrouweplein 21, NL-6211 HE Maastricht, Pays-Bas

E-mail: [info@ecdpm.org](mailto:info@ecdpm.org), Fax: (31)-(0)43-350 29 02, <http://www.ecdpm.org>

ISSN: 1381-5164